



**Séance ordinaire du mercredi 20 juin 2018**

**L'an deux mille-dix-huit et le vingt juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.**

**Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole**

**Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Présents :**

**Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. Serge BOULET, suppléant de Isabelle TOUZARD .**

**Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :**

**Lorraine ACQUIER, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Robert COTTE, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Caroline NAVARRE, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY.**

**Absents :**

**Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Clare HART, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Rabii YOUSSEUS.**

**Excusés :**

**Geniès BALAZUN, Renaud CALVAT.**

**Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage - Association Formation Cap Emploi FOR.C.E - Chantier d'Insertion de Bâtiment second œuvre au féminin sur la commune de Murviel-lès-Montpellier - Subvention - Convention - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Annie YAGUE, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole exerce les compétences insertion par l'économique, politique de la ville et développement économique. De surcroît, Montpellier Méditerranée Métropole a lancé avec l'État le Projet pour le Développement de l'Emploi Métropolitain (PODEM), un dispositif de coordination et d'animation des politiques locales d'emploi et d'insertion qui s'est construit à partir des priorités stratégiques du Contrat de Ville 2015-2020.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite soutenir le chantier d'insertion « *Bâtiment second œuvre au féminin* » sur la commune de Murviel-lès-Montpellier porté par l'association Formation Cap Emploi – FOR.C.E. Cette association, loi 1901, a pour objet social de faciliter l'insertion socioprofessionnelle des personnes en recherche d'emploi dans les métiers du bâtiment grâce à des chantiers d'insertion et des actions de formation pré-qualification ou qualifiante dans les secteurs du Bâtiment et des Travaux Publics (BTP).

Dans le secteur du BTP, la part des femmes reste faible. Toutefois, elle s'accroît régulièrement depuis 1986. L'emploi de femmes sur les chantiers peut constituer une réponse déterminante aux besoins de main d'œuvre du secteur de la construction. Différentes dispositions prises par l'État, par les partenaires professionnels (accords-cadres, etc.) visent à encourager et à faciliter l'intégration de femmes dans ces métiers.

C'est dans ce contexte que l'association a proposé de réaliser un chantier d'insertion dans les métiers du bâtiment dont les recrutements seront orientés vers un public exclusivement féminin.

Ce chantier d'insertion a pour support des travaux, prévus sur six mois, de réhabilitation des anciens appartements des écoles de la commune de Murviel-lès-Montpellier. Ce projet consiste à créer des salles plus grandes pour les activités périscolaires et associatives, ainsi que la mise aux normes du bâtiment.

S'inscrivant en outre dans une démarche de développement durable, la commune de Murviel-lès-Montpellier a sollicité l'ADEME pour que ce projet soit exemplaire aussi bien au niveau des résultats que des matériaux et techniques mis en œuvre.

Dans le cadre de ce chantier d'insertion, l'association Formation Cap Emploi – FOR.C.E. a en charge l'organisation générale du chantier, notamment l'encadrement technique et pédagogique de l'action, le suivi socio-professionnel et l'embauche des salariés bénéficiaires. L'association met en œuvre une pédagogie alternant production en situation réelle sur chantier et apport théorique à un rythme modulable suivant les capacités d'apprentissage des bénéficiaires.

Par ailleurs, la réhabilitation des anciens appartements des écoles de Murviel-lès-Montpellier permettra d'intervenir sur une construction vernaculaire, représentative du bâti local, et du potentiel du territoire en termes d'éco rénovation thermique. Cette situation contribue par là-même à l'amélioration de l'employabilité des personnes leur apportant poly compétences et meilleure connaissance du bâti local.

Ce chantier permettra de créer 12 postes de travail, destinés à un public féminin, rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle, habitant le territoire métropolitain. Les bénéficiaires seront recrutés en Contrat à Durée Déterminée d'Insertion (CDDI) pour une durée de 6 mois.

Pour mener à bien cette action, Montpellier Méditerranée Métropole propose son soutien à hauteur de 15 000 € sur un budget prévisionnel de ressources et dépenses totales de 165 923 €, sous réserve de l'accord du Conseil Départemental de l'Insertion par l'Activité Economique, de l'engagement des co-financeurs et de l'équilibre du budget.

Le budget prévisionnel de l'action est le suivant :

- Etat/Direccte : 88 343 € ;
- Commune de Murviel-lès-Montpellier : 10 000 € ;
- OPCA Uniformation : 8 000 € ;
- Montpellier Méditerranée Métropole : 15 000 € ;
- Fonds Social Européen - FSE : 44 580 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- attribuer à l'association Formation Cap Emploi – FOR.C.E, une subvention de 15 000 € pour mener à bien le chantier d'insertion et d'utilité sociale « *Bâtiment second œuvre au féminin* » sur la commune de Murviel-lès-Montpellier, sous réserve de l'accord du Conseil départemental de l'insertion par l'activité économique et l'engagement des cofinancements suffisants à la réalisation de l'action ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget primitif 2018, chapitre 936 ;
- approuver les termes du projet de convention tels définis ci-dessus ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de partenariat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le  
\$Delib.report.AIRS\_CLI\_RAP\_DTE  
\_ACTE?date("dd/MM/yyyy")?  
string.short}

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180620-44761-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/07/18

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.